

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 16 JUIN 1922.

Projet de loi

ayant pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de la loi du 3 août 1919, assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

La proposition de loi que le Gouvernement nous propose tend à obtenir l'application loyale de la loi du 3 août 1919 assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés et combattants de la Grande Guerre l'admission aux fonctions et emplois publics.

En fait, le Gouvernement demande donc aux législateurs de lui donner les moyens de faire respecter une loi votée par les deux Chambres à l'unanimité et inspirée par un sentiment de gratitude à l'égard de nos anciens combattants et mutilés.

La Section centrale a reconnu le bien fondé de cette demande et s'est donc ralliée au principe de la loi qui nous est soumise.

La loi du 3 août 1919 accorde un droit de préférence, sous certaines conditions, aux mutilés et anciens combattants pour les fonctions et emplois publics. Toutefois, il est stipulé à l'article 5, que « ces droits de préférence » ne pourront pas être invoqués à l'égard des fonctions et emplois exigeant, » par leur nature, des garanties particulières de solvabilité, de confiance ou

(1) Projet de loi, n° 173.

(2) La Section centrale, présidée par M. Bertrand, était composée de MM. Max, Pussemier, Moury, de Montpellier, Heyman et De Bruycker.

» même de mérite exceptionnelles ou spéciales qui doivent être laissées à
» l'appréciation souveraine de l'autorité qui nomme. *Ces fonctions et*
» *emplois seront, dit l'article 5, déterminés par arrêté royal.* »

Cet arrêté royal prévu à l'article 5 n'a jamais été publié. Il faut bien reconnaître que la non publication de cet arrêté royal a mis les administrations publiques dans une situation bien embarrassante, leur laissant un champ d'application très vague et, partant, très indéfini.

La Section centrale a voulu s'enquérir des raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas publié cet arrêté royal.

Voici la réponse que nous avons reçue :

Aux termes de l'art. 5 de la loi du 3 août 1919, le droit de préférence ne s'applique pas pour les emplois qu'un arrêté royal aura déterminés, en ayant égard aux garanties particulières de solvabilité, de confiance ou de mérite exceptionnel que l'emploi peut exiger.

Aucun arrêté de l'espèce n'étant intervenu en ce qui concerne les emplois provinciaux et communaux, il en est résulté pour les autorités qui nomment l'obligation de tenir compte des prescriptions de la loi du 3 août pour les différents emplois provinciaux et communaux.

Cette théorie a été développée dans un arrêté royal du 15 avril ci-joint en copie annulant la nomination du receveur communal d'Écaussines d'Enghien. (Voir annexe I.)

L'absence d'un arrêté royal excluant certains emplois du droit de préférence ne pourrait donc être invoquée, bien au contraire, pour expliquer les infractions des autorités locales à la loi du 3 août 1919.

Dès la mise en application de la loi, l'administration a cependant recherché s'il ne convenait pas de soustraire certains emplois provinciaux et communaux au droit de préférence. Une enquête ouverte à cet égard auprès des administrations provinciales et communales ne tarda pas à démontrer combien il était difficile de faire une application de la latitude accordée par le législateur, sans méconnaître les titres que les combattants s'étaient acquis à la reconnaissance de la Nation.

En fait, la plupart des emplois communaux dans les localités d'une certaine importance échappent au droit de préférence en vertu de la loi elle-même, parce qu'ils s'accordent par promotion, et il n'y a que des emplois de début qui puissent être accordés par voie de préférence aux anciens combattants.

Parmi les emplois communaux de début souvent être classés par arrêté royal comme exigeant des conditions spéciales de confiance, de solvabilité, on ne rencontre guère que les emplois de secrétaire ou de receveur, d'architecte ou d'ingénieur dans les localités où des agents déjà en fonctions ne sollicitent pas la place.

C'est ainsi que l'Exposé des motifs du projet de loi avait cité les emplois de secrétaire et de receveur communal comme pouvant éventuellement être soustraits au droit de préférence par arrêté royal.

Mais le Gouvernement ne tarda pas à s'apercevoir que l'on ne pouvait soustraire ces emplois au droit de préférence, sans rendre la loi inefficace pour la majorité des combattants. Ce sont, en effet, les fonctions de secré-

taire et de receveur qui peuvent être exercées au lieu de la résidence du candidat et cumulativement avec une autre profession qui sont le plus en faveur auprès des combattants.

Dans ces conditions, n'eût-il pas été contraire à l'esprit de la loi, à la pensée généreuse qui en avait dicté les dispositions, d'enlever le droit de préférence au combattant pour l'emploi de secrétaire communal ou de receveur communal en se basant sur la considération que ces fonctions réclament des garanties de capacité, de bonne conduite et de solvabilité?

Dans la théorie de la loi, le droit de préférence en faveur des combattants ne s'exerce qu'à mérite égal. Si la capacité du combattant n'est pas bien établie, si sa conduite laisse à désirer, si sa solvabilité est douteuse, rien n'empêche qu'un candidat d'une catégorie inférieure ou qu'un civil ne lui soit préféré, mais il faut tout au moins que le combattant ait la priorité : quand à ces différents points de vue, il se place sur la même ligne que le candidat civil.

L'objection que le candidat à l'emploi de secrétaire ou de receveur doit avoir la confiance de l'autorité locale ne pourrait non plus être retenue. Dans la généralité des cas, cette prétention dissimule mal des préoccupations de parti, des préférences personnelles ou des intérêts de famille.

On peut donc dire qu'aucun emploi communal ou provincial, à part peut-être celui de secrétaire particulier là où il a été créé, n'apparaît comme devant être soustrait au droit de préférence.

La liste ci-jointe des arrêtés royaux d'annulation qui sont intervenus démontre combien les administrations communales apportent de résistance dans l'application de la loi du 3 août 1919.

Or, il est à remarquer que, dans la généralité des cas, l'annulation ne doit pas intervenir, parce que les députations permanentes, soucieuses de faire respecter les prescriptions légales, refusent d'approuver les nominations qui ont été faites à l'encontre de celles-ci.

Dans son Exposé des motifs M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène nous dit :

Le Gouvernement a dû constater à son grand regret que certaines administrations s'efforçaient d'échapper aux obligations que leur impose la loi du 3 août 1919, soit en s'abstenant d'un appel public aux candidatures, soit en laissant l'autorité supérieure dans l'ignorance des décisions sujettes à annulation, soit en persistant dans l'inobservation des prescriptions légales malgré l'annulation dont leurs résolutions ont été frappées.

La Section centrale a demandé au Gouvernement quel était le nombre des nominations annulées à la suite de non-application de la loi du 3 août 1919. En voici la liste.

Communes.	Nominations annulées.	Date de l'Arrêté Royal.	Observations.
Abolens	Présentations de candidats garde champêtre.	22 mai 1920.	A la demande du conseil communal
Anderlecht	Médecin inspecteur des écoles.	11 mars 1921.	
Athus	Secrétaire communal adjoint.	4 avril 1922.	
Bleharics-Laploigne.	Pontier.	18 août 1920. 11 mars 1921.	
Bois-de-Lessines . . .	Secrétaire communal.	14 mars 1921.	
Boneffe.	Secrétaire communal.	16 février 1922.	
Bousval.	Fontainier.	14 janvier 1922.	
Braine-le-Comte . . .	Profess. école de musique.	22 décembre 1921. 24 janvier 1922.	
Brouckom	Receveur communal.	30 juillet 1920.	
Bruxelles	Professeur Académie des Beaux-Arts.	25 février 1922.	
Châtelainéau	Fossoyeur.	13 novembre 1921.	
Couthuin	Secrétaire communal. Receveur communal.	26 juin 1920.	
Dinant	Secrétaire communal.	4 novembre 1920.	
Ecaussines d'Enghien .	Receveur communal.	15 avril 1920. 16 février 1921. 23 décembre 1921.	
Etterbeek	Employés communaux.	22 août 1920.	
Flavion.	Secrétaire communal.	22 décembre 1921.	
Genck	Agents de police.	5 mars 1922.	
Grammont	Architecte communal.	4 mars 1922.	
Halleux.	Secrétaire communal.	15 avril 1921.	
Haltinnes	Secrétaire communal.	31 août 1920.	
Herstal.	Employé communal.	6 mars 1920.	
Hoboken	Employés communaux.	3 janvier 1921.	
Hoboken	Agents de police.	5 octobre 1920.	
Hofstade	Secrétaire communal	27 avril 1920. 17 août 1920. 20 décembre 1920.	Résolutions improuvées en outre cinq fois par la Députation permanente.
Hornu	Employé communal et agents de police.	26 juin 1921.	
Jemeppe-sur-Meuse . .	Agent-inspecteur de police.	7 avril 1921.	
Jumet	Fossoyeur.	8 avril 1922.	
La Louvière	Employés communaux.	15 mai 1920.	
Lierre	Carillonneur.	4 décembre 1921.	
Maeter	Secrétaire communal.	10 octobre 1920. 13 décembre 1920.	

Communes.	Nominations annulées.	Date de l'Arrêté Royal.	Observations.
Malines	Employés communaux.	12 juillet 1921.	
Mévergnies	Surveillant de travaux.	11 août 1920.	
Montignies-sur-Sambre . .	Employé communal.	27 mai 1920.	
Moxhe	Receveur communal.	3 juin 1921.	
Nukerke	Secrétaire communal.	5 novembre 1920.	
Ougrée	Employé communal.	10 juin 1920.	
Ougrée	Fontainier.	2 décembre 1921.	
Pecq	Surveillant de travaux.	4 mars 1921.	
Pirouchamps	Fossoyeur.	3 décembre 1921.	
Romsée	Secrétaire communal.	10 octobre 1920. 15 avril 1921.	
Sars-la-Buissière	Surveillant de travaux.	5 juillet 1920.	
Sars-Saint-Laurent	Cantonnier.	12 mars 1922.	
Veldeghem	Secrétaire communal.	8 novembre 1921.	
Villers-Perwin	Receveur communal.	25 juin 1921.	
Woluwe-Saint-Lambert . .	Agents de police.	14 mars 1921.	

*
* * *

Tout en reconnaissant donc le bien-fondé de la proposition de loi, la Section centrale cependant a fait remarquer la gravité des stipulations du paragraphe 4 de l'article 1^{er} portant : que si dans les trente jours de la notification qui leur est faite de la deuxième annulation, conformément aux prescriptions légales, les autorités intéressées ne confèrent pas un certain emploi, *il pourra être pourvu à la place vacante par un arrêté royal motivé*. C'est l'Administration centrale qui se substitue à l'autorité communale, ou provinciale, pour la nomination de certains fonctionnaires communaux ou provinciaux.

La Section centrale exprime le vif désir ce que cette atteinte à l'autonomie communale ou provinciale ne doive s'appliquer que tout à fait exceptionnellement, et en cas de mauvaise volonté caractérisée.

Sous le bénéfice de deux amendements l'un à l'alinéa 3 de l'article 1^{er}, l'autre à l'article 2, la Section centrale propose à l'unanimité d'approuver le présent projet de loi.

Le Rapporteur,

HENRI HEYMAN.

Le Président,

L. BERTRAND.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LA
SECTION CENTRALE.

ART. 1, § 3.

Remplacer « trois mois » par « un mois. »

ART. 2.

Remplacer in-fine « ou, à leur défaut d'un certificat émanant du Gouverneur de la province » par : « ou, à leur défaut d'un certificat émanant de la députation permanente. »

AMENDEMENTEN VOORGESTELD
DOOR DE MIDDENAFDEELING.

ART. 1, § 3.

De woorden : « de drie maanden » te vervangen door : « ééne maand ».

ART. 2.

Aan het slot, de woorden : « en, bij gebrek aan deze, uit een door den Gouverneur der provincie afgeleverd bewijsschrift » te vervangen door : « of, bij gebrek aan deze, uit een bewijsschrift afgeleverd door de bestendige deputatie ».

ANNEXE.

Loi du 3 août 1919. — Annulation.

ALBERT, etc.

Vu la délibération du 16 janvier 1920 que la Députation permanente du Conseil provincial a approuvée le 5 mars et par laquelle le Conseil communal d'Ecaussines d'Enghien appelle aux fonctions de receveur communal de cette commune, M. Pillez, Vital ;

Vu le recours formé le 15 mars 1920 contre cette nomination, par M. le Gouverneur de la province ;

Attendu que la loi du 3 août 1919 impose à l'État, aux provinces et aux communes l'obligation d'accorder la préférence aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., pour l'admission aux emplois que ces pouvoirs sont appelés à conférer ;

Attendu qu'il ne pourrait être dérogé au droit de préférence ainsi assuré aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., que pour certains emplois qui seraient déterminés par arrêté royal ;

Attendu qu'aucun arrêté n'est intervenu jusqu'à ce jour pour excepter des fonctions ou emplois du droit de préférence reconnu aux intéressés et qu'il n'existe aucune raison sérieuse pour que pareille exception soit admise en ce qui concerne les emplois communaux qui réclament seulement des candidats des garanties générales de capacité, de solvabilité, de bonne conduite et de confiance ;

Attendu que quatre combattants dont deux mutilés de la grande guerre postulaient l'emploi de receveur communal à Ecaussines d'Enghien ;

Attendu que la délibération du 16 janvier 1920 ne constate pas l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 2, 4 et 5 de la loi du

3 août 1919 ; qu'elle ne fait même aucune mention des candidats combattants ou mutilés, ni des résultats du scrutin en ce qui les concerne ; que cette délibération est donc entachée de nullité comme prise en violation de la loi du 5 août 1919 ;

Vu l'article 11 de la loi du 5 août 1919 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. PREMIER. — La délibération du Conseil communal d'Ecaussines d'Enghien, en date du 16 janvier 1920, approuvée par la résolution de la Députation permanente du Conseil provincial du Hainaut, du 5 mars 1920 et portant nomination de M. Pillez, Vital aux fonctions de receveur communal est annulée.

Mention de cette décision sera faite au registre des délibérations du Conseil communal d'Ecaussines d'Enghien en marge de l'acte annulé.

ART. 2. — Notre Ministre, etc.

Donné à Laeken, le 15 avril 1920.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

J. RENKIN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JUNI 1922.

Wetsontwerp

strekkende tot wijziging en aanvulling van sommige bepalingen der wet van 3 Augustus 1919, waarbij de diensthervatting door de gemobiliseerde Belgen in de openbare ambten en betrekkingen verzekerd en de toegang tot die openbaren ambten en betrekkingen aan de verminkten, strijders, gedemobiliseerden, enz., vergemakkelijkt wordt ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat de Regeering ons voorlegt, heeft ten doel, de eerlijke toepassing te bekomen van de wet van 3 Augustus 1919, waarbij de diensthervatting door de gemobiliseerde Belgen in de openbare ambten en betrekkingen verzekerd en de toegang tot de openbare ambten en betrekkingen aan de verminkten en oudstrijders van den Grooten Oorlog verzekerd wordt.

Feitelijk vraagt de Regeering aan de wetgeving, haar de middelen aan de hand te doen om eene wet, door beide Kamers aangenomen en ingegeven door een gevoel van erkentelijkheid ten opzichte van de oudstrijders en gemutileerden, te doen eerbiedigen.

De Middenafdeeling heeft de gegrondheid van dit verzoek erkend en heeft zich met het beginsel der ons voorgelegde wet eens verklaard.

De wet van 3 Augustus 1919 schenkt, onder zekere voorwaarden, een voorkeurrecht aan de verminkten en oudstrijders voor zekere ambten en betrekkingen.

« Deze rechten van voorkeur », zoo luidt het in artikel 5, « mogen echter » niet ingeroepen worden ten aanzien van de ambten en betrekkingen, » waarvoor, wegens hunnen aard, zijn vereischt bijzondere waarborgen van

(1) Wetsontwerp, n^o 173.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Bertrand, bestond uit de heeren Max, Pussemier, Moury, de Montpellier, Heyman en De Bruycker.

» gegoedheid, vertrouwen, of zelfs van buitengewone of uitzonderlijke ver-
» dienste, welke aan de beslissende beoordeeling van de overheid, die
» benoemt, moeten overgelaten worden. *Deze ambten en betrekkingen*
» *worden bij Koninklijk besluit geregeld.* »

Het Koninklijk besluit, voorzien bij artikel 3, is nooit verschenen. Men moet wel erkennen dat de niet-bekendmaking van dit Koninklijk besluit de openbare besturen in een zeer bezwaarlijken toestand bracht, daar het eene al te vage en daardoor zeer onbepaalde toepassing mogelijk maakt.

De Middenafdeeling heeft de redenen willen kennen, voor dewelke de Regeering dit Koninklijk besluit niet heeft bekendgemaakt.

Ziehier het antwoord dat wij ontvingen :

Krachtens artikel 3 der wet van 3 Augustus 1919 is het recht van voorkeur enkel toepasselijk op de betrekkingen door een Koninklijk besluit bepaald, met inachtneming van de bijzondere waarborgen van gegoedheid, van vertrouwen of van uitzonderlijke verdienste die het ambt vergt.

Daar geen enkel besluit in dien zin werd getroffen wat betreft de provinciale en gemeentelijke betrekkingen, vloeide daaruit voor de overheden, die benoemden, de verplichting voort, rekening te houden met de voorschriften der wet van 3 Augustus voor de verschillende provinciale en gemeentelijke betrekkingen.

Dit standpunt werd uiteengezet in een Koninklijk besluit van 15 April, waarvan hierbij een afschrift, tot nietigverklaring van de benoeming van den gemeenteontvanger te Ecaussines-d'Enghien (Zie bijlage I).

Het ontbreken van een Koninklijk besluit, dat het recht van voorkeur voor sommige ambten niet doet gelden, zou dus niet kunnen ingeroepen worden om de overtredingen van de wet van 3 Augustus 1919 door de plaatselijke overheden te verklaren. Wel integendeel !

Vanaf de toepassing der wet heeft het Bestuur nochtans onderzocht of sommige provinciale en gemeentelijke betrekkingen niet dienden onttrokken te worden aan dit recht van voorkeur. Een onderzoek, in dien zin gedaan bij de provincie- en gemeentebesturen, bewees aldra hoe moeilijk het was, de ruime vrijheid, door den wetgever toegelaten, in toepassing te brengen, zonder de rechten te schenden die de oudstrijders op de dankbaarheid des lands hadden verworven.

Feitelijk ontsnappen, krachtens de wet zelf, het meerendeel der gemeentebetrekkingsen, in plaatsen van een zeker belang, aan het recht van voorkeur, omdat zij door promotie worden verleend, en het zijn enkel aanvangsbetrekkingsen die bij recht van voorkeur aan de oudstrijders kunnen verleend worden.

Onder de aanvangsbetrekkingsen in de gemeenten, die bij Koninklijk besluit kunnen gerangschikt worden bij deze welke bijzondere waarborgen van vertrouwen of gegoedheid vergen, kan men bijna enkel rekenen de betrekkingen van secretaris of ontvanger, bouwkundige of ingenieur, in de plaatsen waar reeds in betrekking zijnde beambten deze plaatsen niet aanvragen.

Zoo noemde de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp de ambten

van gemeentesecretaris en ontvanger als kunnende eventueel bij Koninklijk besluit aan het recht van voorkeur onttrokken worden.

De Regeering zag echter aldra in, dat men die ambten aan het recht van voorkeur niet kon onttrekken zonder de wet ondoelmatig te maken voor het grootste deel der oudstrijders. Het zijn inderdaad de betrekkingen van gemeentesecretaris en ontvanger, die in de verblijfplaats van den candidaat kunnen uitgeoefend worden tegelijkertijd met eene andere betrekking, welke door de oudstrijders meest begeerd worden.

Zou het onder deze omstandigheden niet in strijd zijn geweest met den geest van de wet, met de edelmoedige gedachten die de bepalingen er van hebben ingegeven, zoo men aan den oudstrijder het recht van voorkeur ontzegde voor de betrekking van gemeentesecretaris of gemeenteontvanger, met daarbij te steunen op de overweging, dat deze ambten waarborgen van bekwaamheid, van goed gedrag en van gegoedheid vergen?

In de theorie der wet geldt het recht van voorkeur ten gunste van de oudstrijders slechts bij gelijke verdienste. Is de bekwaamheid van den oudstrijder niet duidelijk bewezen, laat zijn gedrag te wenschen over, is zijne gegoedheid twijfelachtig, dan belet er niets dat een candidaat van een minderen graad of dat een burger boven hem verkozen wordt, maar de oudstrijder moet ten minste de prioriteit hebben; wat deze verschillende standpunten betreft, komt hij op eene lijn te staan met den burgerlijken candidaat.

De opwerping dat de candidaat voor de plaats van secretaris of ontvanger het vertrouwen van de plaatselijke overheid moet bezitten, houdt evenmin steek. In meest al de gevallen schuilen achter die bewering partijoverwegingen, persoonlijke voorkeur of familiebelangen.

Men kan dus zeggen dat geen enkel gemeentelijk of provinciaal ambt, behalve misschien dit van particulier secretaris daar waar dit bestaat, schijnt te moeten onttrokken worden aan het recht van voorkeur.

Bijgaande lijst van de Koninklijke besluiten tot nietigverklaring bewijst hoe hardnekkig de gemeentebesturen zich verzetten tegen de toepassing der wet van 3 Augustus 1919.

Er dient daarbij opgemerkt te worden, dat in de meeste gevallen, de nietigverklaring niet dient getroffen te worden, omdat de bestendige deputatiën, daar zij de wet willen doen eerbiedigen, de benoemingen, tegen de wet in gedaan, weigeren goed te keuren.

In zijne Memorie van Toelichting zegt de Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid :

« Met spijt heeft de Regeering moeten vaststellen dat er besturen zijn, die de hun door de wet van 3 Augustus 1919 opgelegde verplichtingen trachtten te ontduiken, hetzij door geen openbaren oproep tot candidaatsstelling te doen, hetzij door de hoogere overheid onwetend te laten omtrent de vernietigbare beslissingen, hetzij door te volharden in het niet nakomen der wettelijke voorschriften, niettegenstaande de nietigverklaring hunner beslissingen ».

De Middenafdeeling heeft aan de Regeering gevraagd hoeveel benoemingen werden vernietigd ten gevolge van de niet-toepassing der wet van 3 Augustus 1919. Ziehier deze lijst :

Gemeenten.	Nietig verklaarde benoemingen.	Datum van het Koninkl. Besluit.	Aanmerkingen.
Abolens	Candidaatstelling voor veldwachter.	22 Mei 1920.	Op aanvraag van den gemeenteraad.
Anderlecht	Medisch opzichter der scholen.	11 Maart 1921.	
Athus	Adjunct-gemeentesecretaris.	4 April 1922.	
Bléharies-Laploigne.	Brugwachter.	18 Augustus 1920. 11 Maart 1921.	
Bois-de-Lessines	Gemeentesecretaris.	14 Maart 1921.	
Bonelle	Gemeentesecretaris.	16 Februari 1922.	
Bousval	Fonteinier.	14 Januari 1922.	
's Graven-Brakel	Profes. muziekschool.	22 December 1921. 24 Januari 1922.	
Brouckom	Gemeenteontvanger.	30 Juli 1920.	
Brussel	Profes. Acad. van Schoone Kunsten.	25 Februari 1922.	
Châtelineau	Grafmaker.	13 November 1921.	
Couthuin	Gemeentesecretaris. Gemeenteontvanger.	26 Juni 1920.	
Dinant	Gemeentesecretaris.	4 November 1920.	
Ecaussines d'Enghien . .	Gemeenteontvanger.	15 April 1920. 16 Februari 1921. 23 December 1921.	
Ettebeek	Gemeentebedienden.	22 Augustus 1920.	
Flavion	Gemeentesecretaris.	22 December 1921.	
Genck	Politieagenten.	5 Maart 1922.	
Geeraardsbergen	Gemeentearchitect.	4 Maart 1922.	
Halleux	Gemeentesecretaris.	15 April 1921.	
Haltinnes	Gemeentesecretaris.	31 Augustus 1920.	
Herstal	Gemeentebediende.	6 Maart 1920.	Beslissingen bovendien vijfmaal door de Bestend. Deputatie afgekeurd.
Hoboken	Gemeentebedienden.	3 Januari 1921.	
Hoboken	Politieagenten.	5 October 1920.	
Hofstade	Gemeentesecretaris.	27 April 1920. 17 Augustus 1920. 20 December 1920.	
Hornu	Gemeentebediende en politieagenten.	26 Juni 1921.	
Jemeppe-sur-Meuse	Politieagent-inspecteur.	7 April 1921.	
Jumet	Grafmaker.	8 April 1922.	
La Louvière	Gemeentebedienden.	15 Mei 1920.	
Lier	Beiaardier.	4 December 1921.	
Maeter	Gemeentesecretaris.	10 October 1920. 13 December 1920.	

Gemeenten.	Nietig verklaarde benoemingen.	Datum van het Koninklijk besluit.	Aanmerkingen.
Mechelen	Gemeentebeambten.	12 Juli 1921.	
Mévergnies	Werktoezichters.	11 Augustus 1920.	
Montignies-sur-Sambre	Gemeentebeambte.	27 Mei 1920.	
Moxhe	Gemeenteontvanger.	3 Juni 1921.	
Nieuwerkerke	Gemeentesecretaris.	5 November 1920.	
Ougrée	Gemeentebeambte.	10 Juni 1920.	
Ougrée	Fonteinier.	2 December 1921.	
Pecq	Werktoezichter.	4 Maart 1921.	
Pirouchamps	Grafmaker.	3 December 1921.	
Romsée	Gemeentesecretaris.	10 October 1920. 15 April 1921.	
Sars-la-Buissière	Werktoezichter.	5 Juli 1920.	
Sars-Saint-Laurent	Kantonnier.	12 Maart 1922.	
Veldeghe	Gemeentesecretaris.	8 November 1921.	
Villers-Perwin	Gemeenteontvanger.	25 Juni 1921.	
St-Lambert-Woluwe	Politieagenten.	14 Maart 1921.	

*
* * *

De Middenafdeeling, al erkent zij de gegrondheid van het wetsontwerp, wees nochtans op de ernst van de bepalingen van paragraaf 4 van artikel 1, luidende : « Wanneer de belanghebbende overheden, binnen de dertig dagen na de aanzegging welke haar van de tweede nietigverklaring gedaan wordt, de betrekking niet toekent overeenkomstig de wettelijke voorschriften, *kan er in de openstaande plaats voorzien worden door een met redenen omkleed Koninklijk besluit.* » Het Middenbestuur neemt dus de plaats in van de gemeente- of provincieoverheid voor de benoeming van sommige gemeente- of provincieambtenaren.

De Middenafdeeling drukt den wensch uit, dat deze inbreuk op de gemeentelijke of provinciale zelfstandigheid slechts bij uitzondering zou voorkomen, en enkel in geval van kennelijken kwaden wil.

Onder voorbehoud van de twee amendementen, het eene bij lid 3 van artikel 1, het andere bij het artikel 2, stelt de Middenafdeeling u eenparig voor, het wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,
HENDRIK HEYMAN.

De Voorzitter,
L. BERTRAND.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LA
SECTION CENTRALE.

ART. 1, § 3.

Remplacer «trois mois» par «un mois.»

ART. 2.

Remplacer in-fine « ou, à leur défaut d'un certificat émanant du Gouverneur de la province » par : « ou, à leur défaut d'un certificat émanant de la *députation permanente*. »

AMENDEMENTEN VOORGESTELD
DOOR DE MIDDENAFDEELING.

ART. 1, § 3.

De woorden : « de drie maanden » te vervangen door : « *ééne maand* ».

ART. 2.

Aan het slot, de woorden : « en, bij gebrek aan deze, uit een door den Gouverneur der provincie afgeleverd bewijsschrift » te vervangen door : « of, bij gebrek aan deze, uit een bewijsschrift afgeleverd door de *bestendige deputatie* ».

BIJLAGE.

Wet van 3 Augustus 1919. — Nietigverklaring (1).

ALBERT, Koning, der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de beraadslaging van 16 Januari 1920, door de bestendige deputatie des provincieraads goedgekeurd op 5 Maart, en waarbij de gemeenteraad van Ecaussinnes-d'Enghien den heer Pillez, Vitaal, tot de bediening van gemeenteontvanger dezer gemeente beroept ;

Gezien het verhaal op 13 Maart 1920 door den heer gouverneur der provincie tegen deze benoeming ingesteld ;

Aangezien de wet van 3 Augustus 1919 aan den Staat, de provinciën en de gemeenten de verplichting oplegt aan de verminkten, strijders, gemobiliseerden, enz., de voorkeur te schenken in het aannemen tot de bedieningen welke door deze machten begeven worden ;

Aangezien er niet zou mogen afgeweken worden van het aldus aan de verminkten, strijders, gemobiliseerden, enz., verzekerde voorrecht, tenzij voor sommige bedieningen welke bij Koninklijk besluit zouden bepaald worden ;

Aangezien tot heden toe geen enkel besluit is getroffen om ambten of bedieningen uit te zonderen op het aan de belanghebbenden toegekende voorrecht, en er geen enkele ernstige reden bestaat om dergelijke uitzondering aan te nemen in zake gemeentebedieningen welke van de kandidaten enkel algemeene waarborgen van bekwaamheid, betaalvermogen, onbesproken gedrag en vertrouwen vergen ;

(1) Vlaamsche tekst uit het *Staatsblad*, 9 Mei 1920, bl. 3608.

Aangezien vier strijders, waarvan twee verminkten van den Grooten Oorlog, naar de plaats dongen van gemeenteontvanger te Ecaussinnes-d'Enghien;

Aangezien de beraadslaging van 16 Januari 1920 de vervulling der bij artikelen 2, 4 en 5 der wet van 3 Augustus 1919 voorgeschreven pleegvormen niet opgeeft; zij zelfs geen enkele melding maakt van de kandidaten strijders of verminkten, noch van de uitslagen der hen betreffende stemming; deze beraadslaging dus voor nietigverklaring vatbaar en genomen is in inbreuk op de wet van 3 Augustus 1919;

Gezien artikel 11 der wet van 3 Augustus 1919;

Op voorstel van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL 1. — De beraadslaging van den gemeenteraad van Ecaussinnes-d'Enghien, in dato van 16 Januari 1920, goedgekeurd door de beslissing van de bestendige deputatie des provincieraads van Henegouw, van 5 Maart 1920 en houdende benoeming van den heer Pillez, Vitaal, tot het ambt van gemeenteontvanger, wordt nietig verklaard.

Melding dezer beslissing zal gemaakt worden in het register der beraadslagingen van den gemeenteraad van Ecaussinnes-d'Enghien, op den rand der vernietigde akte.

ART. 2. — Onze Minister van Binnenlandsche Zaken, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Laken, den 15ⁿ April 1920.

ALBERT.

Van s' Konings wege :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

J. RENKIN.

